

Règlement sur la gestion des eaux de surface (RGES)

de la commune mixte de Basse-Allaine



L'Assemblée communale de Basse-Allaine

vu la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux/RS 814.20),
vu l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux/RS 814.201),
vu la loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE/RS 721.11),
vu l'ordonnance fédérale du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (OACE/RS 721.100.1),
vu l'ordonnance fédérale du 23 octobre 2013 sur les paiements directs versés dans l'agriculture (OPD/RS 910.13),
vu l'ordonnance fédérale du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (ORRChim/RS 814.81),
vu la loi du 9 novembre 1978 sur les communes (RSJU 190.11),
vu le décret du 6 décembre 1978 sur les communes (RSJU 190.111),
vu la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT/RSJU 701.1),
vu la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux/RSJU 814.20),
vu la loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP/RSJU 451),
vu la loi du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR/RSJU 921.11),
vu l'ordonnance du 29 novembre 2016 sur la gestion des eaux (LGEaux/RSJU 814.201),

édicte, sous réserve d'approbation par le Délégué aux affaires communales, le présent **règlement**.

Table des matières

CHAPITRE PREMIER : GÉNÉRALITÉS	3
CHAPITRE II : ENTRETIEN DES EAUX DE SURFACE.....	4
CHAPITRE III : AMÉNAGEMENT DES EAUX DE SURFACE	6
CHAPITRE IV : FINANCEMENT	6
CHAPITRE V : DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES	7

Terminologie

Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner les personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Liste des abréviations

ENV Office de l'environnement
OFEV Office fédéral de l'environnement
LGEaux Loi sur la gestion des eaux (RSJU 814.20)

CHAPITRE PREMIER : GÉNÉRALITÉS

But	Article premier Le Règlement sur la gestion des eaux de surface de la commune mixte de Basse-Allaine fixe le régime applicable à la gestion au niveau communal des eaux de surface et de leur environnement immédiat, ainsi qu'à son financement.
Définitions	Art. 2 ¹ Par eaux de surface, le règlement entend les cours d'eau et plans d'eau, permanents ou temporaires, à l'exception des ruissellements d'eau. ² Par gestion des eaux de surface, le règlement entend la démarche visant à définir et à réaliser les actions sur ces eaux dans le respect des équilibres et de la dynamique des écosystèmes aquatiques. La gestion des eaux de surface comprend l'entretien et l'aménagement de l'environnement immédiat de ces eaux. ³ Par entretien des eaux de surface, le règlement entend toute action entreprise conformément au but de la LGEaux afin : <ul style="list-style-type: none">- d'assurer le maintien de la richesse structurelle de l'écosystème aquatique ;- de garantir la durabilité des ouvrages de protection ;- de maintenir le profil d'écoulement nécessaire en cas de crues. ⁴ Par aménagement des eaux de surface, le règlement entend les mesures constructives entreprises pour atteindre les buts de revitalisation et de protection contre les crues. ⁵ Par protection contre les crues, le règlement entend l'ensemble des mesures ayant pour but de protéger les personnes et les biens matériels importants contre l'action dommageable des eaux, en particulier celle causée par les inondations et par l'érosion. ⁶ Par revitalisation, le règlement entend le rétablissement, par des travaux de construction, des fonctions naturelles d'eaux superficielles endiguées, corrigées, couvertes ou mises sous terre.
Champ d'application	Art. 3 ¹ Le présent règlement s'étend à toutes les eaux de surface du territoire communal. ² La protection des eaux de surface d'un point de vue de l'aménagement du territoire est régie par le Règlement communal sur les constructions.
Compétences	Art. 4 ¹ L'application du présent règlement incombe au Conseil communal de Basse-Allaine.
a) Conseil communal	

² Le Conseil communal est compétent pour toutes les décisions à caractère stratégique. Il est responsable de l'information du public dans le domaine de la gestion des eaux de surface.

³ Le Conseil communal est également compétent pour toutes les décisions à caractère opérationnel, y compris l'utilisation du budget annuel.

b) Commission des eaux de surface

Art. 5 ¹ Il est institué une Commission des eaux de surface (ci-après : la Commission) dont la composition, les tâches et les compétences sont définies par le Conseil communal.

² La Commission est présidée par le conseiller communal chargé du dicastère comprenant l'environnement.

Maîtrise d'ouvrage

Art. 6 ¹ Le Conseil communal exerce la maîtrise d'ouvrage des mesures liées à la gestion des eaux de surface.

² Lorsque des intérêts publics ou particuliers l'exigent, la commune peut transférer la maîtrise d'ouvrage de la gestion des eaux par convention aux tiers bénéficiaire ou à une instance cantonale ou fédérale. La répartition des rôles est fixée par convention entre les parties ou dans le cadre du plan d'entretien.

Inspection des eaux de surface

Art. 7 ¹ La Commission procède à l'inspection des eaux de surface communales au moins une fois par an ainsi qu'après chaque phénomène météorologique important.

² Les enseignements tirés de chaque phénomène météorologique important et de l'inspection qui en résulte sont documentés de manière appropriée par la Commission ou sous sa direction et transmis à l'ENV après approbation par le Conseil communal.

CHAPITRE II : ENTRETIEN DES EAUX DE SURFACE

Préambule

Plan d'entretien des eaux de surface

Art. 8 L'entretien s'opère dans le respect des objectifs écologiques fixés par la LGEaux et selon le plan d'entretien des eaux établi conformément à l'article 30 LGEaux.

a) Principes

Art. 9 ¹ Les mesures d'entretien sont définies dans le plan d'entretien des eaux de surface pour une durée de 15 ans.

² Les principes suivants sont à prendre en compte lors de l'établissement et de la mise en œuvre du plan d'entretien :

- a) Toute action entreprise le long des eaux de surface doit, dans la mesure du possible, diminuer les risques pour les biens et les personnes ou, au moins, éviter leur augmentation.

- b) Des mesures visant à empêcher l'érosion naturelle des rives des cours d'eau ne sont admissibles que si elles contribuent à la protection des biens importants, empêchent une perte élevée de surface agricole utile ou s'il est manifeste que l'érosion des rives s'aggraverait continuellement. L'admissibilité des mesures est déterminée selon les directives de l'OFEV, intitulées « Périmètre réservé aux eaux et agriculture ».
- c) Si la rive est inscrite en surface agricole utile ou en surface d'estivage, ou qu'elle se situe à l'intérieur du périmètre d'une concession, l'entretien de celle-ci incombe à l'exploitant agricole ou au concessionnaire, sauf point d) ci-après.
- d) L'entretien des arbres de haut-jet aux abords des eaux de surface, ainsi que la lutte contre les espèces néophytes envahissantes, sont de la responsabilité de l'autorité communale.
- e) Le gabarit hydraulique des cours d'eau doit être maintenu libre et fonctionnel.

b) Contenu

Art. 10 ¹ Le plan d'entretien définit notamment les cours d'eau présentant un potentiel de dégâts en aval, les objectifs écologiques, les mesures d'entretien à mener, les tiers bénéficiaires concernés et la répartition des coûts d'entretien en fonction des priorités.

² Il peut prévoir une planification séparée par un tiers bénéficiaire pour certains cas particuliers.

c) Procédure

Art. 11 ¹ La Commune consulte les tiers bénéficiaires concernés avant de soumettre le plan d'entretien à l'ENV pour approbation, lequel le valide en général par la délivrance d'une décision comportant une autorisation de police des eaux d'une durée de 5 ans.

² Le plan d'entretien est mis à jour après chaque aménagement réalisé.

Art. 12 ¹ Tant que la Commune n'a pas adopté de plan d'entretien des eaux de surface, toute intervention dans ces dernières est soumise à une autorisation délivrée par l'ENV. Cette autorisation requiert une demande préalable écrite et dûment motivée dans un avis d'intervention.

² Cette procédure est également applicable aux interventions qui ne seraient pas prévues dans le plan d'entretien.

CHAPITRE III : AMÉNAGEMENT DES EAUX DE SURFACE

Art. 13 L'aménagement des eaux de surfaces est réalisé conformément aux directives établies par le Département de l'environnement intitulées « Projets d'aménagement des cours d'eau – Exigences, procédures et subventionnement ».

CHAPITRE IV : FINANCEMENT

Fonds de gestion des eaux de surface

Art. 14 ¹ La commune finance les interventions nécessaires à la gestion des eaux de surface par le biais d'un fonds et du budget communal.

Taxe communale pour la gestion des eaux de surface

² La taxe communale sur la gestion des eaux de surface doit couvrir au minimum les frais liés à leur entretien.

a) notion

Art. 15 Le fonds est alimenté par la taxe pour la gestion des eaux de surface.

b) assujettissement à la taxe et calcul

Art. 16 ¹ Les propriétaires fonciers sont soumis à la taxe proportionnellement à la valeur officielle de leurs immeubles.

² Sont exemptés de la taxe :

- a) les propriétaires d'installations liées à un prélèvement des eaux de surface dont la concession stipule une obligation d'entretien du périmètre ;
- b) les immeubles sans valeur officielle (routes, chemins de fer, terrains militaires, etc.).

³ Les propriétaires d'immeubles sans valeur officielle ou les concessionnaires peuvent être amenés à participer aux frais liés à des mesures en fonction du bénéfice qu'ils en retirent. Les modalités de la participation doivent être fixées par convention entre la commune et le propriétaire.

c) modalités de la taxe

Art. 17 ¹ L'assemblée communale fixe le taux de la taxe lors de l'adoption du budget annuel.

² L'assemblée communale fixe le taux de manière à ce que la taxe couvre au minimum les interventions mentionnées dans le plan d'entretien.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES

Infractions

Art. 18 ¹ Les infractions au présent règlement sont punies d'une amende de Fr. 5'000.- au plus.

² L'application d'autres dispositions pénales fédérales et cantonales demeure réservée.

Voies de droit

Art. 19 Les décisions rendues en vertu du présent règlement sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative. Le délai d'opposition figurera dans la décision.

Dispositions
transitoires

Entrée en vigueur

Art. 20 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Délégué aux affaires communales à la date fixée par le Conseil communal. Il abroge toutes dispositions de règlements contraires.

Ainsi délibéré et adopté par l'**Assemblée communale** de Basse-Allaine le 28 octobre 2021

Au nom de l'Assemblée communale

Le Président :



Le Secrétaire :

Certificat de dépôt

La Secrétaire communale soussignée certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal durant le délai légal de vingt jours avant et vingt après l'Assemblée communale du 28 octobre 2021.

Les dépôts et délais ont été publiés dans le Journal officiel.

Aucune opposition n'a été formulée pendant le délai légal.

Courtemaîche, le 25 novembre 2021

La secrétaire communale :



Approuvé par le Délégué aux affaires communales le :

(Veuillez laisser blanc svp)